

# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT  
DIE UNABHÄNGIGE BÄUERLICHE ZEITUNG

## Y a du cheval dans tout!

## Vom Aufbinden von Bären und andern Pferden...

**D**u cheval dans les lasagnes à travers toute l'Europe! Après les vaches folles, les gripes porcines et aviaires, c'est les mastodontes industriels commerciaux et financiers qui se grippent par eux-mêmes. Au fur et à mesure que l'agro-industrie et l'agro-alimentaire se développent, elles produisent autant d'opacité que de produits. Une opacité indispensable à son fonctionnement: productions de masse, segmentation des procédés de fabrication (abatage à une place, désossage à une deuxième, saucissonnage encore ailleurs) pour une recherche de gain sur les salaires, ou encore négoce virtuel.

La gravité du scandale est avant tout qu'il s'agit d'un acte commercial délibéré, possible dans une nébuleuse où le contrôle étatique est de plus en plus minable par la volonté politique des milieux économiques.

Le cheval dans les lasagnes touche toute la chaîne de l'alimentation, aggrave la suspicion de la société. C'est un acte délibéré dans le cadre d'une «guerre» concurrentielle sans merci et sans fin, où la compétitivité est devenue une fin en soi. Par conséquent, il y a du «cheval» partout et surtout de plus en plus dans l'éthique et la moralité. La segmentation laitière procède sur le même principe du «cheval dans les lasagnes» à la différence que la manipulation se fait avec l'assentiment de la Confédération.



© Bürki dans 24H du 13 février 2013

Pferdefleisch in Lasagneprodukten über ganz Europa!

Wie sich das Produktangebot der Lebensmittel-industrie erweitert wächst auch deren Undurchsichtigkeit. Die industrielle Logik und deren Marktstrategie der Kostenreduktion bedeutet Massenproduktion, Spezialisierung, Segmentierung der Produktionsschritte im grenzenlosen Konkurrenzkampf der Wettbewerbsfähigkeit.

Unter dem Druck der Wirtschaftsverbände zieht sich der Staat vermehrt aus der

Regulierung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen zurück. Der Schwindel hat System. So kommt es, dass uns überall Pferde und andere Bären aufgebunden werden. Systematische Konkurrenz und Spaltung der Milchbauern heisst Milchsegmentierung, staatlich verordnetes Bauernsterben heisst Strukturentwicklung, Nahrungsmittelproduktion aus industrieller Massenproduktion heisst Qualitätsstrategie, ein fairer Preis wird zum besten Preis im Handel, Ernährungssouveränität im Landwirtschaftsgesetz wird Feigenblatt einer auf Freihandel ausgelegten «Agrarpolitik».

Weil Wissen Macht ist fordern wir im Kampf für das Recht auf Ernährungssouveränität volle Transparenz. Um über Ernährungspolitik entscheiden zu können, muss die Gesellschaft und der Konsument wissen, was von wem, wo und unter welchen Bedingungen produziert wird.

suite en page 2

Uniterre



La vie du syndicat

Caravane

Page 2



L'entretien

Paul Nicholson

Page 3



Evènement

Conséquences sociales

Pages 4-5



Dossiers

Gouvernance alimentaire / OGM

Pages 6-7

LA VIE DU SYNDICAT

# Y a du cheval partout: arrêtez de faire les ânes!

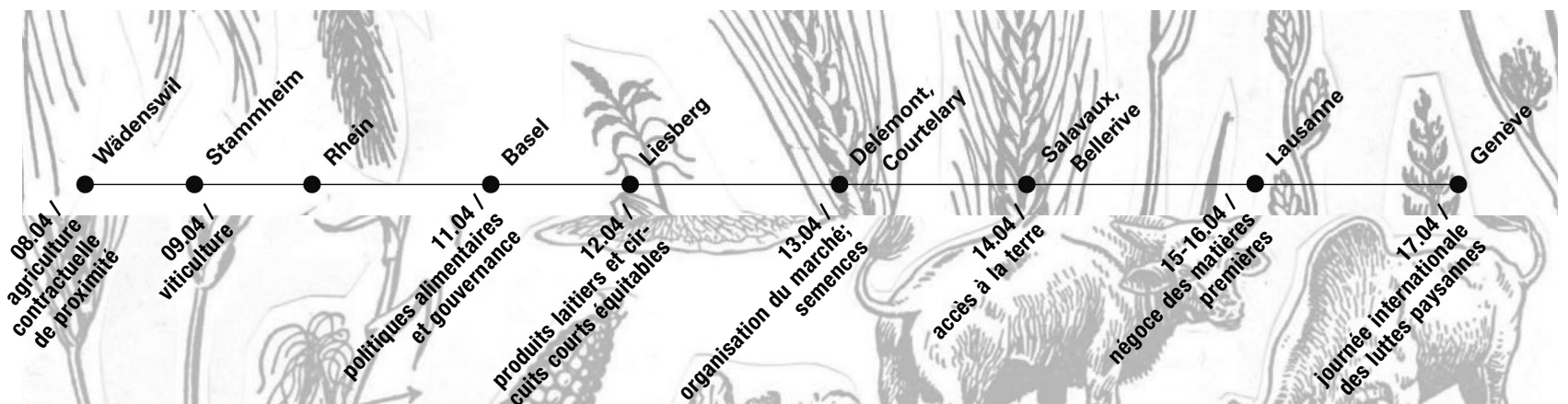
Par Paul Sautebin, président de la section jurassienne

Les mastodontes industriels commerciaux et financiers se grippent par eux-mêmes. Suite de l'édito.



L'exemple de la filière laitière est révélateur: pour faire face aux excédents résultant du libéralisme plutôt que de réguler les quantités à la source, on a imposé la segmentation du lait de même qualité en catégories A, B et C, payées à des prix différents. En 2012, ces prix étaient respectivement de 61ct, 51 ct et 36 ct (source : rapport laitier, PSL). Le producteur est forcé de livrer le segment au prix le plus bas au risque d'une pénalité. Ainsi, grâce à l'opacité de cette segmentation, l'industrie peut transférer du lait d'un segment à l'autre tout à son bénéfice. D'autre part, comme on l'a vu avec le scandale du fromage fondu d'Emmi, le lait à bas prix est écrémé avant d'être transformé en fromage fondu au bénéfice d'une subvention de la Confédération, la prime de transformation en fromage. La segmentation laitière procède sur le même principe du «cheval dans les lasagnes» à la différence que la manipulation se fait avec l'assentiment de la Confédération.

Cet esprit de concurrence, de compétitivité a pénétré pratiquement toutes les coopératives paysannes dirigées à la méthode du management. Cette méthode a détruit leur esprit de solidarité. Plutôt que de se lier les unes aux autres, elles se déchirent dans la concurrence. Ces coopératives de producteurs ont été fondées il y a un siècle dans des conditions aussi difficiles que celles d'aujourd'hui. Elles ont su vaincre l'inéluctabilité parce qu'elles ont su se doter d'un sens et de perspectives en mettant une vision sociale au dessus du commercial. La crise que nous traversons aujourd'hui est avant tout celle de la responsabilité sociale et citoyenne, qui s'est laissée submerger par les contingences économiques. Dans le cas particulier de la crise laitière, les producteurs doivent cesser de faire les «ânes» et reconstituer des formes d'alliances autour d'un système de gestion des quantités. Rejoignez les tables rondes organisées dans les régions pour en discuter (voir l'Agenda en page 8).



## Une caravane roulera à travers la Suisse du 8 au 17 avril pour la Souveraineté alimentaire et la Via Campesina

La Via Campesina fête ses vingt ans de luttes paysannes. Uniterre en est membre depuis sa création. Pour marquer cet anniversaire de résistances mais aussi d'alternatives communes à ses 150 organisations paysannes dans 70 pays, une caravane parcourra 450 km à vélo et proposera des événements publics lors des 9 étapes, chacune sur un des thèmes clé de la Souveraineté alimentaire.

Ce sont les actes de terrain, lorsqu'ils seront suffisamment démultipliés, qui feront changer les politiques publiques. C'est pourquoi nous souhaitons faire connaître les initiatives porteuses d'un avenir solidaire, équitable et responsable.

Le prochain journal sera un journal spécial Caravane. Toutes les informations sur le programme des débats et animations publiques, les possibilités d'accompagnement de la caravane en tracteur ou autre moyen de déplacement seront détaillées. Vous pourrez aussi vous informer sur les sites internet de la caravane: [velokarawane.ch](http://velokarawane.ch) et celui d'Uniterre: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

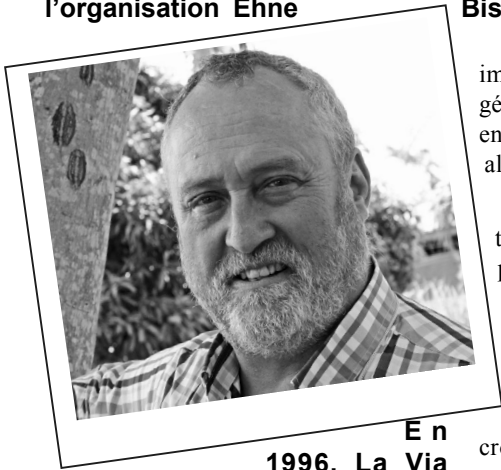
Organisation de la caravane: Collectif indépendant/ Uniterre  
Vous souhaitez rejoindre le collectif: contactez-nous:  
[mail@velokarawane.ch](mailto:mail@velokarawane.ch)



L'ENTRETIEN

# La souveraineté alimentaire, histoire et force du concept

A quelques semaines du départ en Suisse de la caravane «souveraineté alimentaire» et alors qu'une notion au rabais de ce concept sera inscrite dans la loi sur l'agriculture, il est intéressant de dialoguer avec Paul Nicholson, paysan basque à la retraite, membre de l'organisation Ehne Biskaia (membre ECVC) et ancien délégué au Comité de coordination international de La Via Campesina.



**En 1996, La Via Campesina présente, en marge du sommet de la FAO, le concept de souveraineté alimentaire. Pourquoi à ce moment, quel était le contexte ?**

Il faut se rappeler qu'en 1996, le seul principe internationalement reconnu et discuté concernant l'alimentation était la « sécurité alimentaire ». Cela se résumait au droit à l'accès à la nourriture. Celle-ci devait être fournie par le marché. Pourtant les communautés de petits paysans subissaient déjà de nombreuses crises et la faim les touchait tout particulièrement. Nous constatons que le problème auquel nous faisons face n'était pas seulement l'accès à la nourriture, mais surtout l'accès aux moyens permettant de la produire au plan local.

La souveraineté alimentaire a dans un premier temps été pensée et développée par des paysannes, dans une perspective issue de l'agriculture familiale. Ces paysannes venaient de différents continents, elles avaient une vision éthique et non corporatiste des solutions à apporter. C'est environ six ans après que le concept a été empoigné par la société civile et est devenu populaire.

**Quelles sont les idées clés de la souveraineté alimentaire ?**

En tout premier lieu c'est de reconnaître que l'alimentation est un droit. Et que pour garantir la sécurité alimentaire, il faut pouvoir développer une souveraineté alimentaire. Sans celle-ci, tout programme de sécurité alimentaire est voué à l'échec. Les crises alimentaires successives sont issues des politiques qui détruisent les capacités de production au niveau local. C'est un concept qui affirme le droit politique de déterminer nos propres politiques agricoles et alimentaires. Il exige une régulation des

importations et des exportations et plus généralement des marchés alimentaires. Il encourage le développement de réseaux alimentaires locaux.

Deuxièmement, les biens communs (la terre, les semences, l'eau, ...) ne doivent pas être privatisés. Ils doivent être en main de celles et ceux qui produisent la nourriture. Une des raisons qui rendent très difficile l'installation de nouvelles générations de paysannes et de paysans, c'est la privatisation croissante des biens communs.

Troisièmement, c'est le droit pour les citoyen-ne-s de savoir ce qu'ils mangent, comment, où et par qui cela a été produit. C'est un droit démocratique de contrôler la chaîne alimentaire.

Quatrièmement, La Via Campesina constate que ce sont les petites structures paysannes qui sont en mesure de nourrir la planète. 70% de la nourriture est consommée localement. Non seulement ce type de modèle à petite échelle, agroécologique, est capable de nourrir la population mondiale, mais de plus il contribue à atténuer les effets négatifs sur le climat. Alors qu'au contraire, les grandes structures agro-industrielles réchauffent la planète par l'utilisation immodérée d'intrants et de ressources énergétiques.

**Qu'est ce qui est novateur dans le concept de souveraineté alimentaire et quelles ont été les méthodes utilisées par La Via Campesina pour le diffuser ?**

Tout d'abord, c'est la prise de conscience que l'alimentation est au cœur des préoccupations de l'ensemble de la société et non seulement des paysannes et des paysans. La Via Campesina a insisté sur le fait que l'alimentation devait être l'affaire de tout un chacun et non seulement celle du secteur agricole. En partant de ce constat, le développement de la souveraineté alimentaire devait passer par les mouvements sociaux. Le changement devait se faire du bas vers le haut, du local au global. Il nous fallait développer des alliances avec des groupes sociaux de différents secteurs, non seulement pour développer le concept en lui-même, mais surtout pour construire des alternatives concrètes sur le terrain.

En 2008, lors de la conférence internationale de La Via Campesina à Maputo, nous avons identifié l'aspect

systemique des crises successives (financière, économique, énergétique, climatique, alimentaire, ...) et ne pouvions que constater que la souveraineté alimentaire était l'alternative à ces crises. Elle doit être comprise comme une transformation sociale profonde, par la mise en place de nouvelles politiques et de nouvelles attitudes face à l'alimentation, l'environnement, le climat, les productions, les citoyen-ne-s. Ces nouveaux comportements se concrétisent au nord comme au sud par des millions de projets alternatifs qui émergent au plan local; ils sont le socle sur lequel construire notre futur.

**Comment peut-on expliquer l'intérêt porté par le monde non paysan à ce concept ?**

Pour nous, la souveraineté alimentaire est celle des peuples. Les alliances mises en place par la Via Campesina sont ainsi fondamentales. Le renforcement des relations entre les villes et les campagnes sont indispensables. Un des leaders de La Via Campesina, Joao Pedro Stedile, du Mouvement des Sans Terre au Brésil disait à l'époque: «**Nous pouvons gagner nos batailles dans les villages, mais la guerre elle, se gagnera dans les villes!**». Il est par ailleurs essentiel pour notre mouvement de convaincre les paysannes et les paysans qu'au delà de l'importance de produire, il faut surtout se questionner sur le destinataire de nos productions. Nous ne voulons pas produire pour les grandes transnationales, mais pour nos populations locales. La production est un enjeu pour les paysans comme pour les consommateurs urbains; il ne faut pas sous-estimer leur appui à la paysannerie. C'est une alliance plus forte qu'on ne le croit. Le succès de la souveraineté alimentaire est probablement dû à notre capacité de créer ces alliances; c'est sa force car elle est basée sur une lutte commune.

**Souvent nous entendons la critique que la souveraineté alimentaire n'a pas une définition établie qui puisse se vérifier dans un règlement international, une loi ou un dictionnaire. Que répond La Via Campesina à ces remarques ?**

La souveraineté alimentaire n'est pas une loi dogmatique et statique!

Elle est dynamique, elle vit avec son temps et s'enrichit des expériences de celles et ceux qui la construisent. Elle est reliée à des actions concrètes; elle peut être perçue sous différents angles en fonction de nos origines. Elle n'est pas détenue ou brevetée par une quelconque organisation. Elle appartient aux peuples. Le danger est bien sûr que des politiciens s'en emparent à des fins purement politiques, qu'ils la déforment ou ne la comprennent pas. **Des tentatives de co-optations existent de la part de certains politiciens, de multinationales, d'ONG ou d'organisations paysannes qui l'utilisent comme paravent tout en ne remettent absolument pas en cause le modèle productiviste et néolibéral actuel. Il faut être attentif à cela;** seules des actions locales peuvent contrer cette tendance à la récupération car elles permettent de transformer notre société en profondeur.

Néanmoins, il y a tout de même des points clés qui nous permettent de préciser notre pensée: la souveraineté alimentaire ce n'est pas l'autosuffisance alimentaire, ce n'est pas le marché, c'est un principe de solidarité qui défend le droit à une protection mutuelle. Elle rejette le dumping social et environnemental défini comme le fait de vendre sur le marché indigène ou international des produits en dessous de leurs coûts de production réels.

Selon nous, **institutionnaliser le concept serait une erreur. C'est pourquoi La Via Campesina estime qu'il faut maintenir le cap de le faire évoluer par la mise en mouvement de la société.** C'est là que se trouve la clé du succès. La mise en place de larges plateformes autour de la souveraineté alimentaire dans différents pays le prouve. Pour obtenir des décisions favorables au niveau global nous ne pouvons que passer par un renforcement local; une transformation nette de nos sociétés. Si nous prenons comme exemple la lutte contre l'OMC, elle a été possible car dans nos différentes communautés, nous avons compris que notre salut ne passait pas par ce type de système néolibéral qui mettait les paysannes et paysans en concurrence. Il ne suffisait pas de le déclamer, il fallait le démontrer, que les acteurs le vivent.

*Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga*

L'ÉVÈNEMENT

# Les conséquences sociales de l'industrialisation de l'agriculture

Par Raymond Gétaz, Forum civique européen

**Du 3 au 10 février une délégation du syndicat andalou des ouvriers et ouvrières agricoles SOC a séjourné en Suisse. Lors de soirées d'information à Genève et Zurich et d'une rencontre avec des paysannes à Kirchlindach, la délégation a informé des conditions de travail précaires dans la production et la transformation de fruits et légumes dans la mer de plastique d'Almeria. La rencontre la plus importante a eu lieu le 7 février à Berne lors de la journée de réflexion «les conséquences sociales de l'industrialisation de l'agriculture. Regards croisés entre la Suisse et l'Andalousie» à laquelle une centaine de personnes a participé. Les organisations suivantes étaient à l'initiative de ce séminaire: Forum Civique Européen, Uniterre, Solifonds, Plateforme pour une agriculture socialement durable, Coopérative Longo maï, L'autre syndicat, Bio Forum Suisse, Unia et Sit.**



Lors de cette journée les personnes

directement concernées par l'industrialisation de la chaîne alimentaire ont pris la parole. Hafida Mounjid a décrit les conditions de travail dans l'entreprise de conditionnement Biosol Portocarrero à Almeria en Andalousie qui livre également des légumes bio hors-saison aux grands distributeurs suisses. Depuis plus de deux ans, elle s'engage avec un groupe de femmes marocaines et avec l'aide du SOC pour une amélioration de leurs conditions de travail. En juin de l'année passée, elles ont pu fêter un succès partiel: elles ont obtenu que leurs heures supplémentaires soient payées, que des licenciements soient annulés et que quelques unes d'entre elles obtiennent des contrats fixes. Mais la direction continue à exercer une pression constante et à prononcer des punitions arbitraires. Parmi les ouvrières de cette entreprise, sept personnes sur quatre-vingt seulement bénéficient de contrats fixes, les autres sont temporaires ou travaillent sur appel.

En Suisse, nous trouvons dans l'industrie de conditionnement des situations toutes aussi précaires. Fatou N'Dir, une ancienne employée dans le conditionnement de la viande, a présenté les conditions inacceptables dans une entreprise suisse et des situations d'harcèlement qu'elle a vécues. L'entreprise n'a pas hésité à profiter de façon abusive du statut de séjour précaire de cette femme originaire du Sénégal. C'est grâce au soutien de L'autre syndicat qu'elle a obtenu devant le tribunal le paiement des heures supplémentaires effectuées.

«Les conditions de travail dans la production intensive de légumes sous les serres de la mer de plastique d'Almeria sont toujours aussi scandaleuses», commentait Federico Pacheco. Il rendait attentif aux salaires misérables, à l'absence de contrats de travail et aux conditions de logement catastrophiques, dans lesquelles vivent une partie des migrant-e-s qui y travaillent. En Suisse, les ouvrièr-er-s agricoles sont souvent confronté-e-s à des conditions de travail inacceptables. Hassan Hassan, originaire de l'Irak, détaillait à son tour les conditions de vie lorsqu'il était embauché dans les travaux de la vigne. Philippe Sauvin, de la Plateforme pour une agriculture socialement durable complétait son récit en rappelant que «selon des estimations officielles, entre 5000 et 8000 Sans-Papiers travaillent dans l'agriculture suisse sans contrat».

Plusieurs paysannes et paysans ont pris la parole au cours de cette journée. Ils ont critiqué les changements récurrents de la politique agricole qui les soumettent tenté une pression croissante, au stress, aux difficultés économiques et engendrent des risques psychosociaux importants. Par exemple, Eric Ramseyer, un paysan producteur de lait en Suisse romande, a expliqué comment les agrandissements constants de sa ferme, encouragés par la politique agricole actuelle, l'ont mené dans l'impasse. Aujourd'hui, il s'interroge sur la voie qu'il a choisie il y a 10 ans. Si c'était à refaire, il renoncerait à se spécialiser dans une seule



Les locaux d'Unia à Berne ont fait salle comble pour cette journée riche en échanges.

production, synonyme de trop forte dépendance économique. D'autres interventions passionnées du public ont fustigé la nature destructrice de l'agriculture industrielle qui méprise la condition humaine et qui consomme bien plus de calories qu'elle n'en produit.

D'autres participant-e-s voulaient savoir à qui profite l'industrialisation de l'agriculture et comment se répartit le prix de vente des fruits et légumes. Dans la mer de plastique d'Almeria pullulent les multinationales spécialisées dans les équipements pour serres, dans la production de plastique, d'engrais et de pesticides. Celles-ci font partie des gagnants de cette évolution tout autant que les grands distributeurs européens. Ces derniers refusent systématiquement de communiquer les noms de leurs fournisseurs. C'est donc un travail de recherche pénible de reconstituer le cheminement des fruits et légumes, de la récolte jusqu'aux étals des supermarchés et de savoir qui prend des bénéfices au passage.

Un constat a pu être confirmé lors de cette journée: l'industrialisation de l'agriculture a de graves conséquences pour les ouvrières et ouvriers agricoles, les paysannes, les paysans et un grand nombre de travailleurs/ses de la filière agroalimentaire. Ils sont les éléments les plus fragiles de la production alimentaire et sont souvent livrés sans protection à la pression du marché dont dépend leur salaire. La course à l'industrialisation de la chaîne de production alimentaire doit être arrêtée (voir encadré 1, page suivante). A cet effet, il faut un changement radical de la politique agricole en faveur d'une agriculture sociale et écologique portée par les consommateurs/trices et les producteurs/trices. Dans l'intérêt général, nous devons affronter ce grand défi, il en va de la sécurité alimentaire et de la préservation de la planète.

Nous devons aussi être plus actifs sur le plan politique. Dans ce cadre, le séminaire a permis de formuler un catalogue de revendications (voir encadré 2, page suivante) à l'intention du Conseil fédéral et du Parlement. Ces revendications ont également été remises aux organisations agricoles, syndicales, politiques et aux associations de consommateurs. Ces revendications ont pour but de mettre un frein aux conditions de travail inacceptables. D'autres rencontres auront pour thème l'élaboration de propositions alternatives en matière de politique agricole et alimentaire.

Le syndicat andalou des ouvriers et ouvrières agricoles SOC a toujours besoin d'un large soutien pour continuer son travail. C'est pourquoi des délégations sont attendues en Autriche du 13 -18 avril et en Allemagne du 19 - 24 avril (calendrier précis sur [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)).

Traduction de l'article/Übersetzung dieses Artikels: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

### Un scandale en cache un autre

Ces dernières semaines les médias ont rapporté en grands titres et abondamment le «scandale de la viande de cheval» et ont montré combien la filière des ressources alimentaires jusqu'aux étals des supermarchés est opaque. Soit plusieurs milliers de kilomètres en chassé-croisé à travers l'Europe et ceci seulement pour augmenter les profits grâce aux écarts de prix et de salaires entre différentes régions et pays.

Le scandale permanent de la destruction de l'agriculture paysanne et de la précarisation des emplois par l'agriculture industrielle n'est évoqué que très rarement. Celle-ci fonctionne selon les méthodes des cultures coloniales, qui, dans l'histoire, ont toujours été associées à l'esclavage. Les bases de notre alimentation mises en place au cours des derniers siècles sont soumises à des considérations de profits à court terme. Il est urgent d'arrêter cette évolution.

L'initiative populaire «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires» pour laquelle des signatures sont récoltées actuellement, est un pas dans cette direction.

Ci-contre: une partie des intervenants, de g. à dr.: Eric Ramseyer, Valentina Hemmeler (Uniterre), Frederico Pacheco, Hafida Mounjid, Mbarka El Goual (SOC), Fatou Ndir et Hassan Hassan (employée dans le conditionnement et ouvrier agricole)



## REVENDEICATIONS PAR RAPPORT AUX CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE

A l'occasion de la journée de réflexion du 7 février 2013 à Berne, les participant-e-s ont analysé les différents secteurs de l'agriculture et ont formulé des revendications pour protéger les personnes concernées et améliorer leurs conditions de travail.

Les femmes sont particulièrement touchées par l'industrialisation de l'agriculture. C'est pourquoi nous exigeons:

- L'égalité des droits et la cogestion des femmes dans l'agriculture et leur extension dans tous les domaines.

Ceci signifie concrètement:

- Les ouvrières agricoles doivent bénéficier des mêmes conditions d'embauche que leurs collègues masculins.
- Les paysannes doivent obtenir les compétences de décision, la même part équitable du revenu et l'égalité des droits juridiques en ce qui concerne la propriété foncière.

Les conditions de travail des ouvrières et ouvriers agricoles et des personnes travaillant dans les industries de transformation des produits agricoles sont insoutenables. C'est pourquoi nous exigeons:

- Les conditions de travail des employé-e-s agricoles doivent être améliorées par la ratification et l'application des conventions internationales\* les concernant.
- En Suisse, l'agriculture doit être soumise à la Loi sur le Travail ; de plus un contrat type national contraignant pour les employé-e-s agricoles correspondant aux conditions de travail des autres secteurs économiques doit être édicté.

Les migrantes et migrants sont exploité-e-s dans l'agriculture industrielle. C'est pourquoi nous exigeons:

- Les conventions internationales pour la protection des migrant-e-s et de leurs familles doivent être signées, ratifiées et appliquées.

- Les personnes sans-papiers employées dans l'agriculture doivent être régularisées.

L'industrialisation de l'agriculture menace l'existence de nombreuses paysannes et paysans. C'est pourquoi nous exigeons:

- Une politique agricole à long terme doit être mise en place pour restaurer la confiance des paysannes/paysans et des consommateurs/trices.
- L'agriculture paysanne doit être soutenue par la mise en place et l'application de critères de commerce et prix équitables pour les produits issus de l'agriculture et la plus-value dans toute la chaîne de production doit être équitablement répartie.
- Des incitations doivent être créées pour que plus de jeunes puissent se lancer dans l'agriculture.
- Des offres de soutien et de conseil dans le domaine socio-psychologique pour les exploitations agricoles doivent être créées.
- Des instances de contrôle doivent être mises en place dans le but d'empêcher le dumping des grands distributeurs.

Les grands distributeurs commercialisent des fruits et légumes qui ont été produits dans des conditions sociales inacceptables. C'est pourquoi nous exigeons:

- Des standards sociaux minimaux doivent être fixés dans la production de biens agricoles.
- En cas de violation évidente des standards sociaux les grands distributeurs doivent être responsabilisés.

\* notamment la Convention no 184 du BIT (2001) concernant la sécurité et la santé dans l'agriculture.

### Appel à soutien contre les coupes budgétaires du canton de Genève à la Solidarité Internationale.

L'Assemblée extraordinaire de la Fédération genevoise de coopération (FGC) du 28 février a dû se résigner à voter une importante réduction de budget alloués aux projets de développement de ses 63 associations membres, dont fait partie la Commission Internationale d'Uniterre (CIU).

La CIU est directement touchée par les difficultés financières de la FGC: le projet soutenu par la FGC d'appui au syndicat paysan de Paraguay sur

l'accès à la terre sera restreint, tandis que les deux autres, la prolongation du projet d'appui au syndicat paysan indonésien sur la réforme agraire et un nouveau projet d'appui à la coordination paysanne en Colombie pour des formations agroécologiques, sont fortement compromis.

**Soutenez la campagne de mobilisation:**

Une campagne est lancée jusqu'à l'adoption du budget du Canton et du

projet de loi qui formalise la contribution à la FGC pour la période 2013-2016 (en avril probablement). L'enjeu est de prime importance, c'est l'occasion de démontrer, encore une fois, la force mobilisatrice des citoyens engagés pour la solidarité internationale.

1) **Contactez par téléphone ou par mail les différents députés du Grand Conseil** (ceux qui défendent la coupe pour la solidarité internationale). Il

n'est pas tolérable que des projets ayant prouvé leur utilité et efficacité ne puissent être déployés, d'autant que les 0.7% ne sont pas effectifs jusqu'à aujourd'hui. La liste des députés vous sera communiquée à: [ciu@uniterre.ch](mailto:ciu@uniterre.ch) ou au 021/601 74 67.

2) **Signez l'appel**, disponible sous [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch), sous *Commission internationale*, et faites-le circuler dans vos réseaux.

Anne Gueye-Girardet, secrétaire CIU

POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE INTERNATIONALE

# Des chaînes de valeur plus équitables sont nécessaires

Depuis mars 2008, M. Olivier de Schutter est le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Son rôle est d'analyser ce qui se passe dans le monde à ce sujet et de rédiger rapports et recommandations pour améliorer la situation. Ceux-ci sont basés sur des missions de terrain ou sur des analyses des mécanismes. Fort engagé, O. de Schutter n'hésite pas à condamner les errances d'un système en basant ses critiques sur des faits concrets. En août 2011, il a rédigé un rapport appelant à la nécessité de rendre les filières plus équitables et à encourager les modèles alternatifs favorisant le droit à l'alimentation.



O. de Schutter part du constat que l'un des défis principaux pour réduire la faim dans le monde est de favoriser l'accès au marché local pour les petits producteurs. Ainsi, il n'a eu de cesse d'encourager les initiatives visant à renforcer les liens entre producteurs locaux et consommateurs en appelant à mettre en place les infrastructures nécessaires à ce rapprochement, à favoriser l'information sur les prix et l'organisation des filières. Selon lui, l'Etat a un rôle central à jouer pour favoriser les petits marchés locaux et régionaux. Les Etats se doivent de créer un environnement favorable malgré les inégalités de pouvoir entre les parties (producteurs et acheteurs) et le caractère asymétrique de l'information.

## Les risques de l'agriculture sous contrat

Le Rapporteur spécial constate par ailleurs une nette tendance à l'augmentation de l'agriculture «sous contrat» que ce soit au sud comme au nord. Ce type d'agriculture, visant à fournir aux producteurs un accès facilité au marché global, à des intrants, à des conseils techniques et éventuellement à des crédits peut également s'avérer être un risque puisqu'il renforce nettement la dépendance des producteurs vis-à-vis des acheteurs. C'est malheureusement souvent la «seule» alternative qui reste au producteur, les Etats ayant laissé les acheteurs se substituer à leur rôle. Dans certains pays, les acheteurs sont allés jusqu'à proposer des biens et services qui sont habituellement fournis par l'Etat (infrastructures de transport, écoles, services de vulgarisation, hôpitaux). Cette tendance est dénoncée par le Rapporteur spécial car les groupes les plus marginalisés que sont les petits producteurs se trouvent alors délaissés par l'Etat et subissent une dépendance trop grande du privé, voire sont ignorés au profit de plus grands producteurs.

L'agriculture sous contrat est dans l'immense majorité des cas orientée vers une production industrielle, spécialisée, bien souvent destinée à l'exportation. Au sud cela peut être les cultures de rente comme le café, le cacao, la palme africaine et sous nos latitudes la production de volailles et de porcs. C'est pourquoi, M. Olivier de Schutter appelle à une responsabilisation des acteurs de la chaîne en les incitant à inclure des mesures de diversification des productions, des formes de cultures associées, des méthodes agro-écologiques permettant de garantir le maintien d'une production vivrière trop souvent délaissée au profit des cultures de rente. Un des risques avérés de l'agriculture sous contrat est de transformer les producteurs en ouvriers agricoles salariés sur leurs propres terres sans pour autant avoir les bénéfices d'un travail salarié (salaire minimum, congé maladie et autres prestations sociales). Autre constat, les femmes sont la plupart du temps exclues de ce type d'agriculture; elles sont cantonnées à être employées gratuitement par leur propre famille, sans aucun droit sur la terre ou les éventuels bénéfices et choix de production.

L'intégration verticale des filières et la forte dépendance aux acheteurs engendrent bien trop souvent une spirale de l'endettement des petits producteurs. Les hautes technologies, ou les intrants qui sont vendus par l'acheteur le sont souvent au dessus du prix du marché. Si le producteur est par ailleurs lié à une seule culture de rente dont le prix s'effondre pour des raisons indépendantes de sa volonté, le piège se referme sur lui. Il est alors pieds et poings liés à l'acheteur pour de longues années.

## Sept bonnes pratiques à encourager

Pour Olivier de Schutter, plusieurs points devraient être améliorés :

1. Les contrats devraient viser une viabilité économique à long terme et ne pas prêter l'une ou l'autre partie.
2. Les paysans devraient être soutenus dans la négociation par l'Etat ou des organisations agricoles solides. Les relations étant souvent asymétriques et les producteurs se retrouvant dans une position de faiblesse, le regroupement de leurs intérêts est un critère capital.

3. Si c'est la femme qui effectue la plus grande part du travail, les contrats devraient être rédigés à son nom et non pas automatiquement à celui de l'homme par le simple fait qu'il soit considéré comme chef de famille ou propriétaire de la terre.
4. Les mécanismes de prix devraient être clairs et transparents et indiquer comment les prix incorporent les coûts de production, les risques et les retours sur investissement. Le producteur devrait recevoir la garantie d'obtenir un prix fixe minimum couvrant les coûts et permettant d'assurer un salaire minimum pour tous les travailleurs agricoles y compris les membres de sa famille (modèle du commerce équitable); et le prix devrait être plus élevé en cas d'augmentation des prix du marché. Ces mécanismes de fixation des prix devraient être soumis à un organisme indépendant d'arbitrage.
5. L'agriculture sous contrat devrait tendre à plus d'écologie, réduire l'utilisation d'intrants tels qu'engrais, pesticides, herbicides ou hautes technologies coûteuses.
6. Un organisme de médiation devrait être mis sur pied afin d'encourager un dialogue serein entre toutes les parties.
7. Les normes de qualité devraient être claires; elles ne devraient pas servir d'outil pour manipuler les producteurs.

## A la recherche d'alternatives

Comme dit en introduction, Olivier de Schutter estime que des modèles alternatifs doivent être explorés car «l'objectif de l'agriculture sous contrat est d'organiser une division du travail entre l'acheteur et le vendeur qui reste confiné dans la production brute de matières premières. Les décisions stratégiques -choix et méthodes de cultures, choix du marché visé- sont du ressort de l'acheteur. Le producteur n'en est que l'exécutant».

Parmi ces modèles alternatifs, il évoque l'agriculture bénéficiant du soutien de la communauté (CSA) dans les pays anglophones, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en France ou Agriculture contractuelle de proximité (ACP) en Suisse. Par exemple, aux Etats Unis, ce type de production a doublé ses ventes

en 10 ans. Dans la même période, les marchés paysans sont passés de 2'700 à 5'300 unités. Les projets de proximité de 2 à 1'400 en 20 ans... En 2007, selon les autorités américaines, près de 137'000 exploitations vendaient leurs produits directement aux consommateurs! Une petite révolution pour une agriculture bien souvent présentée comme ne vivant que par les grandes filières de commercialisation.

Convaincu de la nécessité d'inciter les Etats à s'engager dans cette voie, le rapporteur spécial a plus particulièrement observé deux projets qui impliquent paysans et collectivités locales. Au Brésil, à Belo Horizonte, un arrêté municipal a fondé un cadre politique basé sur la souveraineté alimentaire. Afin de garantir une nourriture saine à un prix abordable aux communautés les plus défavorisées, la municipalité a mis en place des services mobiles de distribution alimentaire. L'agriculture familiale est appuyée par le gouvernement par l'achat des récoltes et par une série de mesures accordant la priorité aux producteurs locaux. Le système d'alimentation a été repensé pour s'adapter à une logistique favorisant l'approvisionnement local. En Afrique du Sud, une des municipalités de Durban, comptant 4 millions d'habitants, vise à appuyer les jardins potagers et les mini-fermes communautaires comme les fermes commerciales en émergence. Elle a identifié 26 associations d'agriculteurs et 800 potagers communautaires et tend à améliorer le contact entre les marchés et les urbains. Sous réserve d'un appui de qualité, ces potagers pourraient générer 60'000 emplois... Au programme, centre de formation en agroécologie, banque de semences, appui au conditionnement et à la commercialisation.

Dans ses recommandations, le rapporteur appelle de plus les Gouvernements à faire en sorte de garantir un niveau de concurrence suffisant entre acheteurs pour éviter d'enfermer les producteurs dans une position d'échange inégal avec un acheteur particulier. Il demande également que des systèmes soient mis en place pour permettre aux agriculteurs de récupérer de la valeur ajoutée dans la chaîne alimentaire en déterminant au niveau local des partenariats durables entre production, conditionnement, transformation et commerce de détail.

Valentina Hemmeler Maïga

OGM

# Etude Séralini: quel bilan?

Par Luigi D'Andrea, StopOGM

Mi-septembre l'équipe de chercheurs dirigée par le biologiste moléculaire et l'endocrinologue Gilles-Eric Séralini (GES) de l'Université de Caen en France publiait la plus complète et la plus longue étude toxicologique jamais réalisée remettant en cause les procédures d'évaluation de tous les OGM. Mise au point.



## L'étude et ses résultats.

Les chercheurs ont étudié 10 groupes de rats contenant chacun 10 mâles et 10 femelles sur toute la durée de leur vie (2 ans). Trois groupes ont été nourris avec un régime alimentaire contenant dif-

férentes proportions de maïs transgénique NK603 (Monsanto) modifié pour tolérer (et donc accumuler) l'herbicide total Roundup, 3 groupes ont reçu du Roundup dans leur eau, 3 groupes ont reçu les 2 traitements, et le groupe restant est le groupe contrôle. Les chercheurs se sont intéressés à la mortalité des rats, les causes de cette mortalité d'un point de vue anatomique (anatomopathologie), plus de 100 paramètres biochimiques (sang, urine, etc.) et ont étudié des coupes d'organes en microscopie.

Les résultats ont montré que le maïs transgénique NK603 et le Roundup causent des dommages similaires. Les femelles ont développé 3 à 5 fois plus de tumeurs mammaires fatales que le groupe contrôle et les mâles ont souffert de dommages au foie, de problèmes digestifs et ont développé des tumeurs aux reins et à la peau.

L'équipe a aussi montré «un effet seuil». Ainsi, même des doses très faibles étaient associées à de sévères problèmes de santé. Cette dose (50ng/l) est inférieure à la dose limite considérée comme ne présentant aucun danger et se retrouvant dans l'eau et les cultures (car les plantes tolérantes accumulent l'herbicide). Très intéressant, les chercheurs constatent aussi que la surexpression du transgène, qui rend le NK603 tolérant au Roundup, pourrait perturber des voies métaboliques et favoriser les problèmes susmentionnés.

## Les critiques

Principalement, il a été reproché à l'étude un mauvais choix de la race de rats, du nombre des rats utilisés, de mauvaises statistiques et un mauvais protocole. L'éditeur a exigé une réponse point par point à toutes les critiques (1). La publication n'a pas été retirée, même sous la pression énorme à laquelle est soumis l'éditeur, pour la raison que la majorité des critiques n'étaient pas pertinentes:

Mauvais protocole: Il n'existe aucun protocole pour les études à des fins de recherches! L'équipe a choisi de suivre et d'adapter le protocole OCDE 408 et 452 qui sont une référence internationale pour ce qui est des analyses à fournir en vue d'une décision réglementaire.

**Les rats:** La race de rats utilisée est la Sprague-Dawley, la même que celle utilisée par les entreprises pour leurs analyses de toxicité sub-chronique sur trois mois. Le choix de cette race, citée par le protocole OCDE n°452, n'est pas discutée par l'Agence européenne de sécurité alimentaire (AESA) ni par aucune autre agence nationale.

Concernant le nombre de rats à utiliser, le protocole OCDE 452 pour les analyses de toxicologie à long terme recommande des groupes de 20 rats. Et pour les analyses combinées de toxicologie et carcinogénèse (OCDE 453), ce sont des groupes de 50 rats. Le choix de dix rats par groupe est donc insuffisant, comme l'indiquent les experts français dans leurs avis. Une critique qu'entend GES qui estime que, pour une réelle étude de cancérologie, l'idéal aurait été 65 rats par groupe. Il rappelle que l'étude a été faite avec un budget limité et qu'elle doit être vue comme une première étude dont certains aspects doivent être améliorés dans le cadre d'une seconde étude, commanditée cette fois par les autorités publiques.

**Statistique:** La faiblesse de puissance statistique est récurrente dans tous les

dossiers d'évaluation puisqu'aucun ne contient un test de puissance. Les critiques adressées à l'étude peuvent être également émises pour les études fournies par les entreprises pour obtenir les autorisations...qui sont accordées malgré cela.

## La campagne de décrédibilisation

Le lendemain de la publication, alors qu'il avait fallu plus de 4 mois au journal pour analyser et vérifier les résultats des chercheurs, des scientifiques qui s'érigeaient en Gardiens de la Science amorçaient une campagne de diffamation et de décrédibilisation. Une pratique courante qui consiste à faire passer l'avis de certains scientifiques comme représentant l'avis de l'ensemble de la communauté scientifique.

## Le soutien scientifique à Séralini

En parallèle, des centaines de scientifiques appuyaient Séralini dans une lettre ouverte (2). Elle mentionne l'historique des attaques perpétrées contre les scientifiques dont les découvertes dérangent. Elle cite Ignacio Chapela qui avait mis en évidence les contaminations de variétés de maïs mexicains par des variétés transgéniques (le Mexique est centre de diversité mondiale du maïs); Arpad Pusztai forcé à la retraite, données saisies et harcèlement par la British Royal Society lors de ses découvertes sur les effets nocifs d'une patate transgénique; et en Suisse, Angelika Hilbeck de l'ETHZ lorsqu'elle a découvert que des variétés de maïs Bt nuisaient gravement aux coccinelles. Nous citerons telle quelle la conclusion de cette lettre de soutien puisqu'elle résume tout: «Quand ceux qui ont intérêt à semer des doutes déraisonnables autour de résultats qui dérangent ou quand les gouvernements exploitent des opportunités politiques en choisissant les preuves scientifiques qui arrangent, ils mettent en danger la santé des citoyens et leur confiance dans les institutions et la méthode scientifique (...). Si le point de départ de l'évaluation d'un produit est un processus d'évaluation en faveur du demandeur d'autorisation appuyé par la suppression des scientifiques indépendants travaillant pour le bien public, alors il ne pourra jamais y avoir de débat scientifique honnête et rationnel.»

## Bilan

Au-delà des effets démontrés, cette histoire aura permis de mettre au grand jour l'urgent besoin d'une remise à plat de tout le processus d'évaluation des OGM et en particulier la nécessité d'une recherche sur les effets à long terme liés à l'ingestion de plantes transgéniques. Le traitement médiatique du sujet n'a apporté aucune information utile en passant de la présentation d'un scoop à la critique radicale. Une belle image du monde où tout le monde doit réagir à chaud sans avoir le temps de comprendre, les politiques, les journalistes, les scientifiques. Surtout ceux qui, sans savoir, se sont malgré tout empressés de parler. Le débat actuel est actuellement mal posé, les évaluations désastreuses et les institutions sous forte influence des lobbies de l'industrie. Alors, tous cobayes?



(1) disponible sur le site de l'éditeur: [www.sciencedirect.com](http://www.sciencedirect.com)

(2) Séralini an open letter: [www.independentscience.org](http://www.independentscience.org)

**Illustrations ©:** StopOGM, Mix et Remix paru dans Vigousse, Bürki paru dans 24H.

LETTRES DE LECTEURS

# Le bon sens paysan...

Lent à sélectionner ses semences, suant à travailler sa terre. C'était au temps pas si lointain où le labeur avait un sens. Nourrir les siens et assurer un avenir aux générations futures. Pas d'angélisme, cette vie était dure; mais ils étaient fiers d'être paysans.

Aujourd'hui, on les voit partout, souriant sur les panneaux publicitaires de la Coop et de la Migros. Leur image rassurante est utilisée «de bon cœur»; ceci pour faire passer sous silence leur extinction imposée par «les lois» implacables du profit et de l'ouverture aux marchés.

Rassurez-vous, nous aurons toujours besoin de paysans pour entretenir les paysages enchanteurs de la Suisse.

Pour ce faire, la Confédération par l'entremise de l'OFAG, manipule le monde paysan. Ceci pour qu'il produise le moins possible sous couvert d'écologie. Le tout arrosé de subsides abrutissants.

Pourtant notre société bien-pensante véhicule une communication faite de messages enchanteurs: proximité, pro-

duits de saison, AOC, labels équitables, production écologique, bio, développement durable...

Pendant ce temps, la libéralisation des échanges agricoles favorise l'importation d'huile de palme, de viande de Nouvelle-Zélande, de Chasselas de Hongrie, de roses du Kenya, d'asperge du Pérou, d'ail d'Argentine... Le tout, «pas cher» pour les consommateurs. Mais qui se soucie des coûts environnementaux et sociaux ?

Ce qui est garanti, ce sont les juteux profits pour le négoce et la grande distribution.

Jamais une civilisation n'a autant communiqué son attachement à l'agriculture en Suisse et par le monde. Pourtant, jamais l'agriculture familiale n'a été décimée avec autant d'efficacité qu'aujourd'hui (1'400 exploitations disparaissent chaque année en Suisse).

Au lieu de détruire des emplois agricoles, il est indispensable de soutenir la création de nouvelles structures agricoles. Les jeunes, c'est simplement l'avenir du monde paysan!

Les citoyens suisses n'ont-ils pas approuvé par leurs votes -et ceci à plusieurs reprises- la mise en œuvre de conditions cadres permettant à l'agriculture familiale d'avoir un avenir digne? Pour ce faire, des prix équitables pour leurs productions sont la base de tout raisonnement sensé.

Qu'en restera-t-il après l'acceptation du programme de la Confédération PA 2014/2017? Si ce n'est la mise en œuvre d'une réserve de paysans, encadrés par des technocrates zélés? Alors luttons avec bienveillance pour permettre aux femmes et aux hommes qui travaillent la terre, notre terre de pouvoir le faire avec bon sens.

*Yves Batardon, paysan vigneron, Soral (GE)*

Dans cette optique, ces initiatives ont du sens:

- Initiative fédéral «Pour une économie utile à tous» <http://www.lavrille.ch/>

- Initiative fédéral «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires» <http://www.juso.ch/fr/stop-speculation>

## L'AGENDA

### CAMPAGNE NATIONALE

**8-17 avril: Caravane pour la Souveraineté alimentaire de Wädenswil à Genève: [www.velokarawane.ch](http://www.velokarawane.ch)**

### SECTION JURA

**19 mars 2013 à 20h00: Table ronde dans le cadre de la crise de PSL, pour construire une voie de solidarité des producteurs. Avec E. Dudda, journaliste spécialisée, P. Gfeller, directeur en démission de PSL, Ch. Eggenschwiler, directeur de la Miba, W. Locher de Big-M et N. Bezencon, Uniterre. Lieu: restaurant La Charrue, Delémont.**

### SECTION FRIBOURG

**Vendredi 15 mars : Table ronde sur le lait (similaire à celle de Delémont). Lieu: région de la Glâne (à préciser)**

**Judi 21 mars, Romont, 20h: Projection du film "Agriculteurs malgré tout" de M. Pitteloud et présentation de l'ACP Croqu'Terre Glâne et environs. Lieu: CO de la Glâne, Romont.**

### SECTION VAUD

**13 au 15 avril, Lausanne: Mobilisation contre le commerce des matières premières:**

- samedi 13 avril: forum, 13h30-22h, maison de quartier sous-gare.

- lundi 15 avril: manifestation, 17h30, Place Saint-François. [www.stop-speculation.ch](http://www.stop-speculation.ch)

### SEKTION ZÜRICH:

**Samstag 23 März, 20:00 Zukunft säen – Wytenbachhaus, Jakob-Rosius-Str. 1, Biel**

**Sonntag 24 März, 10 - 17h, Internationale Saatgut-Tauschbörse/ Bourse internationale d'échange de semences. Naturzentrum Thurauen**

### INTERNATIONAL

**15-17 avril, Assemblée générale d'ECVC, Canaries.**

**6-13 juin: VIème conférence internationale de la Via Campesina à Djakarta.**

## Bientôt la fin du moratoire sur les OGM?

### Lettre ouverte aux lobbyistes...

Vous avez fait votre travail, Messieurs les lobbyistes: motiver le Conseil fédéral à tenter d'introduire les OGM sur sol suisse.

L'énergie du désespoir donne des ailes, et ouvre grand le dictionnaire: obscurantisme...

Le mot est lâché! Il sonne comme une injure et peut-être avec lui pensez-vous détenir une arme imparable: donner honte! Dans un autre contexte, c'eut été efficace.

Mais là, il y a juste un tout petit problème: ni le peuple, ni les agriculteurs, premiers concernés, ne veulent des OGM...

Les années ont démontré qu'ils ne servent qu'à enrichir ceux qui les vendent en rendant dépendants ceux

qui les achètent et doivent, en plus, acquérir les pesticides qui leurs sont liés. Aucun avantage, réellement. Et énorme déficit dans la biodiversité. Et en Inde, suicide de milliers de cultivateurs de coton, acculés par les dettes, puisqu'ils doivent racheter les semences GM chaque année, sans même bénéficier de meilleures récoltes...

Cela finit par se savoir, et vous ne l'ignorez pas.

Energie du désespoir, Messieurs les lobbyistes...

Pour une fois, vous n'arriverez probablement pas à vos fins !

*Colette Hein Vinard, 2037 Montezillon*

Osons un lait de qualité

# PARABOL

Bolus naturel

en cas de

Cellules somatiques trop hautes

LGC SA  
1627 Vaulruz

[www.lgc-sa.ch](http://www.lgc-sa.ch) 026 913 79 84



La Via Campesina  
Mouvement Paysan International

UNITERRE DEPUIS 20ANS AVEC LA VIA CAMPESINA

**Un grand merci aux membres de soutien qui ont répondu à notre appel en fin d'année 2012!!!  
Votre syndicat a besoin d'une base large, nous vous remercions pour votre cotisation.**